

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre l'a indiqué, il y a présentement une réunion préliminaire du Conseil national des grains, ou du moins du comité de coordination précédant la constitution du Conseil dans l'Ouest, et je puis assurer au très honorable représentant que le ministre de l'Agriculture et son ministère tout entier examinent actuellement avec la plus grande attention le problème extrêmement grave qui se pose à nos agriculteurs de l'Ouest.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il indiquer à la Chambre les mesures particulières qui sont prises en ce moment? En ce qui concerne le Conseil des grains, il ne règlera pas les difficultés rencontrées présentement par les agriculteurs de l'Ouest du pays.

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne toute initiative exigeant une autorisation législative ou toute mesure précise dont la Chambre devrait être informée, en vue de remédier à la situation très grave qui existe dans l'Ouest, si une mesure spéciale s'impose, le ministre de l'Agriculture fera sûrement une déclaration à la Chambre en temps opportun. Il se peut que les organismes existants puissent régler la question grâce à la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies et aux autres mesures d'urgence que prévoient les lois fédérales.

M. J. H. Horner (Crowfoot): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, que j'adresse au premier ministre ou au ministre suppléant de l'Agriculture. L'un des deux peut-il confirmer la rumeur selon laquelle un des meilleurs vendeurs de blé du Canada, l'honorable Alvin Hamilton, sera nommé à la tête du Conseil des grains?

L'hon. M. Greene: Vous ne tenez certes pas à m'entendre faire écho à cette rumeur-là.

M. L. G. Benjamin (Regina-Lake Centre): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre suppléant, monsieur l'Orateur. A-t-on pris des mesures pour livrer le grain gourd et humide avarié et, dans l'affirmative, sont-elles prêtes à être mises en vigueur? Par ailleurs, a-t-on réservé des wagons spéciaux pour apporter ce grain aux terminus-séchoirs?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, on s'est arrangé avec les chemins de fer, je crois. On s'est aussi entendu pour se servir des éleveurs intérieurs dans le but d'atténuer les difficultés actuelles.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Comment se fait-il que les deux autres ministres étant absents, il n'ait pas pu nous dire qui était le ministre suppléant?

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LA PRÉSENTATION DE LA LOI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jerry Pringle (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme l'aménagement des eaux qui est en cours en Colombie-Britannique crée une situation d'urgence extrême, dont témoignent des requêtes pressantes émanant d'organismes civiques de la province, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que la loi concernant les eaux canadiennes sera présentée bientôt?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, ce sujet préoccupe vivement non seulement mon ami, mais aussi mon ministère et le gouvernement. Je veux donner au député l'assurance que le gouvernement cherchera, tout en respectant les exigences de l'horaire, une occasion prochaine pour présenter à la Chambre une loi concernant effectivement les eaux.

M. Pringle: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre déférera-t-il la question de l'utilisation des eaux au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, nous verrons vers quel comité il conviendra de l'acheminer quand la Chambre aura été saisie du bill.

Pendant que j'ai la parole, monsieur l'Orateur, le député de Fraser Valley-Ouest a demandé la semaine dernière si des progrès avaient été accomplis en vue de l'établissement de normes canadiennes en matière de la pollution des eaux, qui engloberaient les aspects biologiques, chimiques et physiques de la question. Comme la Chambre le sait, le gouvernement fédéral a offert d'établir un comité consultatif national de la pollution des eaux qui serait chargé d'étudier et de recommander les objectifs du pays en ce qui a trait à la qualité de l'eau. Je tiens à l'informer que des entretiens à ce sujet ont eu lieu avec les provinces et qu'ils se continuent.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il aussi faire part au comité de la situation très inquiétante causée par le